

Quelles agricultures pour demain ?



Épisode 5 : Lait local, or blanc

TRANSCRIPTION

Christian Corniaux (00:01)

Une vache en Europe, elle va produire 20 litres de lait par jour. En Afrique de l'Ouest, quand tu as trait en moyenne 1 litre par jour...on est sur des troupeaux qui ne sont pas des troupeaux laitiers. Donc la production locale suffit en gros pour nourrir les populations rurales, mais en ville, il n'y a pas de lait qui rentre, pas de lait local qui rentre.

Générique (00:23)

L'agriculture de demain ne pourra pas ressembler à celle d'aujourd'hui. La question, c'est quelle agriculture voulons-nous, pour nous et pour nos enfants ? *Nourrir le vivant*, un podcast du Cirad. Saison 5, épisode 5 : Lait local, or blanc.

Christian Corniaux (00:43)

D'une façon générale, en Afrique de l'Ouest, les gens vont aimer des produits laitiers très sucrés. Et ça va être souvent couvert aussi avec des parfums. Vanille, chocolat, abricots, fraises, tout ce qu'on veut. Et une fois qu'on a rajouté beaucoup de sucre et ces parfums, pour savoir la matière première d'origine, ça c'est très compliqué. Là où on voit la différence, et souvent le lait local est utilisé là-dedans, c'est dans les produits nature, parce qu'on va avoir aussi un goût qui est différent, une onctuosité qui est un petit peu différente, mais le gros du marché n'est pas là-dessus. Ça, ça reste des marchés de niche. De toute façon, le lait local aujourd'hui ne suffit pas à couvrir la demande des consommateurs actuels, et même la production locale n'augmente pas suffisamment vite par rapport à la croissance démographique. Et donc l'écart entre la production locale, même si aujourd'hui elle augmente en Afrique de l'Ouest, elle n'augmente pas assez vite par rapport à l'augmentation de la demande en produits laitiers dans ces pays-là.

Commentaire (01:48)

Christian Corniaux est agronome au Cirad. Il s'intéresse à la production laitière, et en particulier à la filière lait en Afrique de l'Ouest. Depuis une bonne trentaine d'années, la région connaît une forte

augmentation de la demande en produit laitier, en lien avec la croissance démographique. Du Sénégal au Tchad, sur l'ensemble des pays sahéliens, la production de lait local est assez importante, mais reste souvent cantonnée aux zones rurales. Dans les grandes villes, les consommateurs se tournent vers des produits transformés, majoritairement à base de poudres de lait importées. Sur les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, la production laitière est bien plus faible et quasiment l'ensemble des produits laitiers sont importés, et aussi à base de poudres. La plupart des poudres lactées qui arrivent en Afrique de l'Ouest proviennent de l'Union européenne.

Christian Corniaux (02:32)

On va distinguer différents types de poudre de lait. Dans l'industrie européenne en particulier, là où on a des grosses firmes européennes laitières, ils vont collecter beaucoup de lait et pour gérer des quantités de lait, ils vont le sécher pour le garder longtemps. Ils n'ont pas besoin de frigos. Ce sont ce qu'on appelle des grandes tours de séchage. Tu prends le lait, tu enlèves l'eau et tu te retrouves avec de la poudre. Ça, c'est la base de ces poudres de lait. C'est ce qu'on appelle de la poudre de lait entière, ou on appelle ça aussi de la poudre grasse. Et souvent, ce qui se passe aussi dans le même type d'opération, c'est qu'on va séparer la partie protéique du lait de la partie grasse du lait, la crème, le beurre. Et donc, quand on enlève le beurre, on centrifuge, on enlève la partie grasse. Donc, d'un côté, on a le beurre et de l'autre côté, on a tout le reste et ça, on le fait sécher. Et là on trouve aussi un autre type de poudre qu'on appelle des poudres maigres, des poudres zéro aussi parfois on a ça. Et ça c'est simplement la partie protéique du lait. Nous, ce dont on va parler là, c'est encore un autre produit. On va parler de poudre ré-engraissée avec de la matière grasse végétale. On parle de « fat filled », on parle de poudre MGV comme matière grasse végétale. Et cette matière grasse végétale, c'est de l'huile de palme aujourd'hui. Et donc, on va utiliser ces poudres maigres et on va ré-engraissier ces poudres maigres, non pas avec le beurre qu'on a enlevé, qui se vend cher en Europe. Et là, on va mettre de l'huile de palme. Pourquoi de l'huile de palme ? Parce que c'est pas cher. Et donc on va redonner du goût à ces poudres-là. Donc ça, c'est des poudres fabriquées en Europe qu'on va ensuite envoyer sur des marchés capteurs, et notamment en Afrique de l'Ouest.

Commentaire (04:20)

Aujourd'hui, ces poudres lactées ré-engraissées constituent le principal produit laitier exporté par l'Union européenne vers l'Afrique de l'Ouest. Des produits qui se vendent 25 à 30 % moins cher que les produits à base de lait local ou de poudres de lait entières. Si ces exportations sont en forte croissance ces dernières années, on ne peut pas dire que ces produits soient réellement nouveaux pour les consommateurs africains. Début des années 2000 déjà, ces poudres ré-engraissées occupaient une part de marché, certes relativement faible. Les industriels utilisaient à l'époque de l'huile de copra ou de l'huile de coco, qui donnaient un goût particulier. Les consommateurs repéraient facilement ces poudres et les considéraient comme du lait de deuxième ordre. Puis arrivent la crise mondiale de 2008 et les émeutes de la faim.

Christian Corniaux (05:04)

À l'époque, en Afrique, tu as des gens dans la rue qui n'arrivent pas à se nourrir, notamment qui n'arrivent pas à acheter des produits laitiers. Et là, ça commence à coincer parce que les industriels se disent, mais comment je peux fabriquer des produits pas chers pour que les populations urbaines puissent avoir du lait. Et dans le même temps, en Europe, le beurre c'est une partie noble et c'est celle qui vaut le plus cher. On est dans les années 2008, 2010 et encore aujourd'hui, où le beurre se

vend cher sur ces marchés-là. Donc les industriels prennent le beurre pour le vendre sur le marché de l'Union européenne parce que celui-là est particulièrement rémunérateur, et on se retrouve avec la partie protéique sans la partie grasse du lait. Et comment on peut valoriser ce qu'on appelle les poudres maigres ou les poudres zéros ? Eh bien, ça colle justement avec ce qui se passe en Afrique de l'Ouest, avec la croissance démographique, avec une demande qui augmente. Et donc, plutôt que d'envoyer aujourd'hui du lait entier, puisque de toute façon la partie grasse, on l'a gardée en Europe, eh bien, on la remplace non plus par de l'huile de coco, mais par de l'huile de palme parce que les techniciens, les gens qui travaillent dans ces grandes entreprises-là ont trouvé la parade pour mieux adapter cette huile de palme pour que le goût qui était problématique avant, ce goût-là disparaisse. Et donc aujourd'hui, ça, c'est réglé, et on vend ce type de produits sur tous les pays captifs, donc l'Afrique de l'Ouest en premier lieu, mais aussi une partie de l'Asie du Sud-Est et le Moyen-Orient.

Commentaire (06:45)

Aux alentours de 2015, les produits à base de poudres lactées ré-engraissées en matière végétale affluent en Afrique de l'Ouest, en provenance de l'Union européenne. Or à l'époque, aucun code douanier n'oblige l'Union européenne, ni les industries locales qui transforment les poudres en yaourts ou autres produits laitiers, à afficher la composition. Benoît De Waegeneer est secrétaire général d'Humundi, anciennement SOS Faim, une ONG belge qui travaille sur les systèmes alimentaires durables en Europe, en Afrique et en Amérique latine. Avant 2017, il était à Oxfam Belgique, et il a suivi les impacts des exportations de poudres de lait européennes vers l'Afrique de l'Ouest.

Benoît De Waegeneer (07:23)

Après 2015, ce qui est clair, c'est que sur le terrain, des partenaires avec qui on travaillait au développement de mini-laiteries, de laiteries, etc., ils nous ont dit « on ne comprend pas, il y a un afflux grandissant de produits européens et ils ne sont vraiment pas chers ». Et eux ne savaient pas à l'époque dire que c'était des produits MGV, comme on les appelle, ou ces poudres de lait ré-enrichies. Ils percevaient juste une concurrence croissante, forte. Donc, il a fallu qu'on détricote la pelote de laine, et c'est seulement chemin faisant, en s'appuyant sur du travail de chercheur, etc., qu'on a identifié un produit qui était en forte croissance, qui était ces poudres de lait ré-engraissées.

Commentaire (07:58)

En 2015, l'Union européenne annonce la fin des quotas qui réglementaient les productions de lait. Cette décision entraîne une augmentation rapide de la production de lait, jusqu'à une surproduction et la dégringolade des prix. Des agriculteurs se retrouvent à jeter leur lait. Face à la crise, l'Union européenne déploie des moyens financiers pour acheter le surplus et le stocker sous forme de poudre de lait écrémé. La matière grasse, le beurre, reste en Europe. Il reste la poudre maigre, qui finit par alimenter le flux de poudres de lait ré-engraissées vers l'Afrique de l'Ouest. Sauf qu'en Afrique, ces poudres ré-engraissées ne sont pas tout de suite identifiées comme telles. Et en Europe, personne ne semble reconnaître la croissance soudaine de ces exportations.

Christian Corniaux (08:40)

Souvent, on avait des discours au niveau européen en disant que les fat filled représentaient une toute petite partie des exportations européennes. Or, on s'en doutait bien avant, on avait des moyens de croiser des informations pour imaginer que justement, ce n'était pas petit. De toute façon, ça ne l'est certainement pas quand ça arrive en Afrique de l'Ouest. Mais les exportations aujourd'hui de ce

type de produits représentent 10 % du total des exportations de produits laitiers de l'Union européenne. 10 %, c'est vrai qu'il reste 90 % pour le beurre, pour les fromages, c'est vrai, ou pour d'autres poudres. Mais 10 %, c'est plusieurs milliards d'euros, c'est pas rien.

Commentaire (09:21)

Malgré des rapports du terrain qui se multiplient pour attester de la croissance exponentielle de ces poudres MGV en Afrique de l'Ouest, en Union européenne, on n'y croit pas. L'absence d'obligations à afficher la composition par le code douanier empêche le suivi de ces produits. Pas de chiffres, pas de visibilité. Alors certes, l'offre locale de lait en Afrique de l'Ouest ne permet pas de répondre à la demande. Les importants sont donc nécessaires. Mais de la part de l'Union européenne, pourquoi ne pas afficher clairement la composition de ces poudres lactées ? En 2016 et 2017, une campagne de plaidoyer s'organise auprès de l'Union européenne, pour instaurer un code douanier sur ces poudres lactées. Coordonnée par Oxfam Belgique, la campagne regroupe des agriculteurs d'Afrique et d'Europe, des ONG et des scientifiques, comme les scientifiques du Cirad. En Union européenne, elle s'appelle « N'exportons pas nos problèmes », et en Afrique de l'Ouest, « Mon lait local ».

Benoît De Waegeneer (10:13)

C'est quelque part une double trajectoire. Une première trajectoire, qui est celle d'appui à des agropasteurs, des éleveurs sur le développement d'une filière laitière locale en Afrique de l'Ouest depuis, on dirait, le milieu des années 2000. Et puis un travail plutôt fort en Belgique et où Humundi était au cœur depuis le départ. C'est un travail de dialogue, de discussion et de soutien à des éleveurs laitiers européens qui ne percevaient pas un prix du lait qui couvre leurs coûts de production. Et ce moment fondateur c'est peut-être 2009 avec la grève du lait. On a vu des images à l'époque très fortes de producteurs européens qui ont répandu des milliers et des milliers de litres de lait dans des champs parce qu'ils disaient « en fait à ce tarif-là on préfère répandre le lait dans les champs plutôt que de le vendre ». Souvent on opposait aux éleveurs laitiers européens le fait que, par rapport aux enjeux de la faim dans le monde etc., c'était quand même incroyable de gaspiller et de verser autant de lait dans les champs. Nous qui étions en contact avec des producteurs d'Afrique de l'Ouest, on leur a offert un soutien assez important puisque des partenaires producteurs de lait en Afrique de l'Ouest, des régions où dans l'imaginaire on identifie comme étant des régions où la faim a effectivement une prévalence importante, se sont mobilisés pour dire « non, non, non, en fait nous on soutient des producteurs de lait européens. Ils ont bien raison de dire que, dans la façon dont les filières laitières sont régulées, il y a un problème ». Les campagnes qui ont été menées fin des années 2010 sur la poudre de lait tirent leurs sources dans ces deux aspects. Un travail d'appui à des filières d'Afrique de l'Ouest et un travail de soutien politique mené par une série d'ONG à des agriculteurs belges et européens qui se plaignaient du manque de rémunération pour leur travail.

Commentaire (11:55)

Ce plaidoyer aboutit en 2018 à la création d'un code douanier en Union européenne pour les poudres lactées réengraissées en matière végétale. Aujourd'hui donc, un suivi de ces exportations est possible, et permet d'en montrer l'ampleur. En Afrique de l'Ouest aujourd'hui, la population tourne autour des 400 millions d'habitants, dont la moitié vit au Nigéria. D'ici 2050, les prévisions indiquent que cette population devrait doubler pour atteindre les 800 millions d'habitants. Si les consommations individuelles de lait restent faibles dans ces régions, comparées à l'Europe, la croissance démographique seule implique une consommation qui devrait être multipliée par deux.

Christian Corniaux (12:31)

On est quasi certains que, dans les années à venir, la part des importations va continuer de croître dans la consommation des consommateurs ouest africains. Le fait est qu'aujourd'hui, on ne produit pas assez en Afrique de l'Ouest, ne serait-ce que pour suivre la croissance de la consommation. Même s'il y a beaucoup d'efforts et même si, passer de 1 litre par vache à 2 litres par vache, par jour, c'est pas non plus quelque chose d'inaudible ou d'inatteignable, bien au contraire. Et on ne prêche pas non plus pour des grandes fermes laitières comme on peut avoir dans certaines parties du monde. On n'aura probablement pas ça demain en Afrique de l'Ouest parce qu'il faut des fonds, il faut intensifier. Il y a la question environnementale qui se pose également, il y a la question du climat, comment on nourrit ce type d'animaux, avec quelles ressources, mais quand même. Il y a déjà une production qui est là. Déjà collecter la production qui est présente, ça serait déjà pas mal. Et il y a pas mal de projets et puis d'individus qui aujourd'hui trouvent également un marché qui est rémunérateur, parce qu'il y a des créneaux de marché où on peut payer le lait local relativement cher. Et ça, c'est incitatif pour des producteurs locaux pour augmenter leur production.

Commentaire (13:40)

Pour Christian Corniaux donc, l'idée n'est pas d'éliminer les importations de lait en poudre, qui répondent effectivement à une demande. De son côté, Benoît De Waegener rappelle que l'arrivée en masse de ces produits européens a constitué un des freins au développement de la filière lait en Afrique de l'Ouest.

Benoît De Waegeneer (13:57)

La filière lait a été identifiée dès 2010 par la CEDEAO comme étant une des filières stratégiques de la région. Et ce qu'on a bien dû constater, c'est qu'avec cette concurrence sur des produits d'entrée de gamme, cette poudre de lait ré-engraissée, ça a fragilisé le développement de la filière. Si on questionne les acteurs, et même si on regarde les documents produits par la CEDEAO dans le cadre du soutien régional à la filière lait, c'est clair que cette mise à disposition massive, ça concurrence le lait local. C'est le concurrence à deux niveaux, certainement au niveau du consommateur, mais aussi, et on oublie parfois de le mentionner, ça concurrence aussi les industriels qui pourraient être tentés d'investir dans la collecte de lait local. Et en fait la disponibilité de matières premières à qualité constante, facile à transformer, etc. ça les décourage d'investir dans la collecte de lait local.

Commentaire (14:48)

Au Cirad, la recherche se focalise sur le développement de la filière lait en Afrique de l'Ouest, à travers notamment l'amélioration de la collecte, l'intensification agroécologique des élevages laitiers, ou encore l'accompagnement des politiques d'appui aux acteurs de la filière. Et selon Christian Corniaux, les industriels européens ont aussi un rôle à jouer. Les poudres lactées ré-engraissées seront toujours moins chères que les produits à base de lait entier ou de lait local, et donc nécessaires pour un consommateur urbain avec un faible pouvoir d'achat. En revanche, les ressources financières des firmes européennes peuvent servir à améliorer la structuration des filières locales.

Christian Corniaux (15:24)

Le discours qu'il faut porter aujourd'hui, c'est celui qu'on essaie d'argumenter, c'est comment les firmes laitières qui ont les moyens financiers, qui ont les moyens marketing, de faire bouger les lignes

pour collecter et mettre plus de produits laitiers locaux dans leur production en Afrique de l'Ouest, pour vendre aux consommateurs d'Afrique de l'Ouest et le faire savoir. Quitte à ce que ce soit un petit peu plus cher par rapport à des produits fabriqués avec du lait en poudre, mais en prendre davantage.

Benoît De Waegeneer (15:55)

Les exportations de poudre de lait ré-engraissée, c'est un exemple quelque part fantastique et effrayant de la façon dont l'organisation actuelle de la production agricole nuit à la fois aux éleveurs et à la durabilité des exploitations dans l'Union européenne, et nuit au développement et à la réponse aux nombreux défis que rencontrent les populations et les communautés rurales en Afrique de l'Ouest. Donc quelque part, c'est un triple échec sur le plan environnemental, social, économique, pour l'ensemble des acteurs de la chaîne.



Collecte de lait auprès d'un élevage dans la commune de Richard-Toll, au Nord du Sénégal

© J.-D. Cesaro, Cirad

CONTACTS

Christian Corniaux

Montpellier, France

christian.corniaux@cirad.fr

Benoît De Waegeneer

Bruxelles, Belgique

bde@sosfaim.ong

podcast@cirad.fr

La saison 5 de *Nourrir le vivant*, le podcast du Cirad

À l'occasion des 40 ans du Cirad, *Nourrir le vivant* vous propose de revenir sur quelques-uns des grands enjeux du monde agricole. Biodiversité cultivée, crédits carbone, conflits fonciers... Au Sud comme au Nord, l'agriculture se transforme. Et si, pour mieux envisager l'avenir, on jetait un coup d'œil dans le rétroviseur ? Embarquez pour six nouveaux épisodes, diffusés chaque vendredi à partir du 18 avril 2024.

À écouter via [notre site web](#), ou bien sur [Acast](#), [Spotify](#), [Deezer](#), [Apple Podcast](#), ou encore [notre chaîne YouTube](#).

Quelles agricultures pour demain ?



cirad **40**
1984-2024